



www.massecritique.org

C.P. 32184, succ. St-André
Montréal QC H2L 4Y5

Capitalisme de désastre ou écosocialisme?

Formation développée par Roger Rashi

- J'aimerais discuter de l'alternative entre un « capitalisme de saccage et de destruction », d'une part, et un projet de société qui intègre les préoccupations écologiques et sociales, d'autre part, c'est-à-dire l'écosocialisme.
- On peut résumer l'alternative présentée en ces termes : « écosocialisme ou barbarie ».
- En fait, c'est la mise à jour du fameux slogan que Rosa Luxembourg a formulé lors de la Première Guerre mondiale. Le monde, disait cette dirigeante du mouvement socialiste, fait face à un choix : soit s'engager dans la construction d'une société sans exploitation et sans guerre, le socialisme, soit subir des guerres interminables et des crises de plus en plus terribles, la barbarie. D'où le slogan « socialisme ou barbarie » qu'elle lança en 1915.

La thérapie de choc des néolibéraux

- Dans son dernier livre, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, Naomi Klein explore longuement le scénario de saccage et de destruction, qu'elle nomme le « capitalisme de désastre ».
- Elle considère ce scénario comme une option plausible découlant des choix politico-économiques que font aujourd'hui les tenants du néo-libéralisme, particulièrement ceux qui sont représentés par l'administration Bush, et les dirigeants des grandes entreprises multinationales.
- Depuis les années 1970, les idéologues de la droite dure comme l'économiste Milton Friedman, le gourou du néolibéralisme, affirment que les réformes néolibérales doivent être administrées non pas graduellement, mais par de grands coups à la faveur de crises économiques, politiques ou sociales, au moment où les populations sont les moins aptes à résister.
- C'est ce qui a été fait au Chili, en Argentine, au Brésil par des coups d'État dans les années 70, de même que dans maints pays du tiers-monde lors de la crise de la dette

du début des années 80 avec les infâmes « réformes structurelles » du Fonds mondial international (FMI) et de la Banque mondiale.

- Ces crises peuvent être aussi bien des crises provoquées sciemment, telles que des coups d'État ou des guerres, que des crises non planifiées, comme les grandes catastrophes naturelles, les épidémies ou les accidents.
- L'essentiel, selon ces idéologues conservateurs, est d'avoir tout un attirail de mesures économiques (telles que des privatisations massives, des augmentations de prix sur des denrées de base ou bien l'abolition de programmes sociaux) et de mesures politiques (comme des réformes constitutionnelles, des suspensions de droits fondamentaux ou bien même l'application de lois d'exception) déjà prêtes à être appliquées.
- La feuille de route doit être prête et il ne s'agit que d'attendre l'occasion de la mettre en pratique.

Un complexe politico-militaro-industriel

- À la faveur de ces crises, toute une nouvelle grappe industrielle fortement soutenue par l'État se met en place.
- Ce sont les grandes sociétés privées de sécurité comme Blackwater, en fait des mercenaires à la solde des États-Unis, les grands groupes de construction comme Bechtel, les grandes sociétés pétrolières et celles qui les desservent comme Haliburton, la myriade de conseillers financiers, de compagnies d'assurance, de banques et d'intermédiaires de tout ordre.
- Cette intégration de l'État et du très grand capital forme un nouveau complexe que Klein nomme le « complexe du capitalisme de désastre ».
- Ce complexe carbure aux catastrophes. Son essence même est de croître et de profiter des grands désastres pour littéralement déposséder le peuple de ses acquis sociaux et de ses biens communs.

- Klein voit ce capitalisme de désastre prendre son envol à la faveur des multiples catastrophes naturelles que la crise écologique nous réserve dans les prochaines années : ouragans et inondations plus fréquentes, grands incendies de forêt, crise de l'eau potable, épidémies de toutes sortes.

Le modèle de Bagdad : « zones vertes » et « zones rouges »

- La réponse de ce complexe politico-militaro-industriel, nous dit-elle, sera calquée sur le modèle de Bagdad.
- Nous verrons apparaître, d'une part, des enclaves surprotégées pour les élites et les riches : des zones où tous les services et comforts seront assurés et maintenus, à fort prix, bien sûr. C'est ce que Klein appelle les « zones vertes ».
- D'autre part surgiront des « zones rouges », dans lesquelles l'État se sera désengagé de presque toutes ses responsabilités sociales. Ce seront de vastes territoires où l'État ne se limitera qu'à l'exercice de ses fonctions répressives; des zones de guerre, d'insécurité, de pauvreté et de maladies où vivotera le reste de la population.
- Ce sera un système d'apartheid planétaire où l'accès aux ressources environnementales, à la sécurité et au confort sera fortement différencié selon le statut social. Des bulles de richesse et de privilèges seront créées et surnageront sur un océan de misère et de pauvreté. Les élites chercheront de la sorte à stopper aux portes de leur forteresse la barbarie qui s'abattra sur le reste du monde.
- Selon Klein, ce scénario est déjà en marche.
- À la suite de l'ouragan Katrina, le modèle de Bagdad s'installerait tranquillement à la Nouvelle-Orléans. On en verrait aussi des rudiments au Sri Lanka après le tsunami dévastateur de 2004. En Floride également, certains milieux d'affaires y songeraient sérieusement en réponse aux cyclones qui s'abattent de plus en plus fréquemment sur cet État du sud.

La riposte des peuples au choc : le socialisme du XXI^e siècle

- Loin de conclure dans la déprime et le catastrophisme, Klein au contraire nous parle de la riposte citoyenne et populaire aux excès du capitalisme sauvage. Elle décrit avec beaucoup d'enthousiasme la montée de la gauche latino-américaine et l'appel d'Hugo Chavez à construire un socialisme du XXI^e siècle.
- Ceci est nouveau de la part de Klein, car jusqu'à ce dernier livre, elle s'était toujours gardée d'appuyer des idéologies « globalisantes », préférant plutôt promouvoir des ripostes locales et communautaires de démocratie participative et d'autogestion. C'est donc toute une évolution qu'elle fait ici, une évolution motivée par la prise de conscience du danger aigu qui guette la planète en raison du capitalisme débridé.
- Bien qu'elle n'utilise pas le terme d'écosocialisme, sa réflexion s'inspire néanmoins des pistes explorées par les tenants de ce projet social, notamment en ce qui a trait aux préoccupations d'équité sociale et de défense de la nature.

Qu'est-ce que l'écosocialisme?

- L'écosocialisme constitue la synthèse des impératifs écologique et des impératifs d'équité sociale. C'est la prise de conscience de l'importance de ménager les rapports de l'être humain à la nature tout en transformant les rapports des êtres humains entre eux.
- Selon Ian Angus, le rédacteur de *Climate and Capitalism*, un des sites Web les plus respectés dans le domaine, le but de l'écosocialisme est de remplacer le capitalisme par une société dans laquelle les moyens de production seront détenus en commun et la préservation ainsi que de la restauration des écosystèmes seront une préoccupation centrale de toutes ses activités.

L'écosocialisme s'articulerait sur trois grands axes :

1. La croissance infinie favorisée par le capitalisme est insoutenable à long terme.

- Comme le dit John Bellamy Foster dans son livre *Ecology Against Capitalism*, le système capitaliste est incompatible avec la préservation de la nature. L'essence même de ce système est la recherche du profit maximum par l'expansion continue.

- Très simplement, pour le capital, s'arrêter, c'est mourir. Cette course effrénée à la croissance l'amène fatalement à se buter à la nature dont les ressources sont limitées. L'expansion infinie du système se bute donc aux limites de la biosphère.
- 2. Les socialismes de la première vague ont tous échoués tant sur le plan écologique que sur celui de l'équité sociale.**
- Comme le soutient Joel Kovel dans *The Enemy of Nature*, ces premiers socialismes ont été marqués par les conditions de leur genèse. Venus au monde dans la guerre et les tourmentes, ils ont pris un pli militariste, hiérarchique et élitiste dont ils ne se sont jamais débarrassés.
 - De plus, ils ont confondu nationalisation et socialisation. Le socialisme de Marx ne prônait pas la nationalisation, mais plutôt la socialisation des moyens de production, c'est-à-dire leur mise en commun par la société. L'étatisation n'est qu'une seule des formes que peut prendre la socialisation, contrairement à ce que nous avons vu dans les « socialismes » inspirés de l'URSS.
 - L'écosocialisme, lui, se doit d'être pluraliste, démocratique, autogestionnaire et égalitaire. Il doit chercher à révolutionner les rapports sociaux ainsi que les forces productives. En d'autres termes, il se doit de changer la façon de travailler et de vivre (ce qui constitue les rapports sociaux) ainsi que la façon de produire et d'agir sur la nature (autrement dit, les forces productives).
- 3. L'unité des mouvements sociaux anti-systémiques doit être réalisée.**
- Une préoccupation majeure des écosocialistes est d'unir l'ancien mouvement social, celui de la classe ouvrière, aux nouveaux mouvements sociaux, comme le mouvement des femmes, le mouvement écologique et le mouvement anti-guerre.
 - Que ce soit dans les années 70 et 80 avec André Gorz, ou plus récemment avec Joel Kovel, Michael Löwy ou John Bellamy Foster, tous les penseurs de ce courant prônent l'unité des mouvements anti-systémiques et s'opposent à la division artificielle que certains cherchent à entretenir entre les diverses forces de changement social.

Pourquoi reprendre le terme de socialisme?

- Le socialisme est un mouvement de lutte bicentenaire pour la justice sociale. C'est le premier mouvement à avoir affirmé qu'un autre monde était possible et qu'il fallait se battre ici et maintenant pour l'atteindre. C'est un mouvement qui a voulu fonder une utopie réalisable et dont nous pouvons apprendre énormément, tant de ses erreurs que de ses succès.
- Aujourd'hui, tout en se réclamant de la continuité historique de ce mouvement, il faut le refonder, le renouveler, en s'inspirant, entre autres, de l'écosocialisme.
- En son temps, Karl Marx a réalisé une synthèse magistrale qui a permis au mouvement socialiste de prendre son envol pendant près d'un siècle.
- Ce grand penseur a fusionné l'objectif de l'aile libertaire du mouvement, « la société sans classes dans laquelle les producteurs associés mettent en commun les moyens de production », avec la stratégie prônée par l'aile politique qui était de « prendre le pouvoir pour transformer la société ».
- Il s'agit aujourd'hui de refaire cette grande synthèse entre pôle libertaire et pôle politique du mouvement et de fonder ainsi un projet social émancipateur pour le XXI^e siècle. L'écosocialisme, qui est lui-même la synthèse de la volonté d'émancipation des classes populaires et de l'impératif de préserver la nature, est bien placé pour contribuer à cette tâche historique.

Lectures suggérées

Löwy, Michael. « Qu'est-ce que l'écosocialisme? » *La Gauche*. 6 février 2005.

[<http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article1146>].

Kovel, Joel. « Why ecosocialism today? » *New Socialist*. Été 2007.

[<http://www.newsocialist.org/index.php?id=1321>].